



YouTube



Dimanche

16 juin 2024

18 pages

No. 627

Gratuit

Conflit d'intérêts



Le ministre Ramano sous le feu des critiques

- Sa démission réclamée par l'Opposition

BAI Co. (Mtius) Ltd (Nomination d'un Special Administrator) Frais pour les transferts/les ventes des biens

Nom	Description	Montant (Rs)
Me	Notary fees in relation to sale by BAI Co. (Mtius) Ltd and related	2168179
Me K. Ramano	Escrow agent	96650
Me K. Ramano	Land & Building transfer	1393250
Me K. Ramano	Britam Kenya - transfer of shares (Escrow agent)	5163100
Me K. Ramano	Residence - Land & Building transfer	1300000
Me K. Ramano	Land & Building transfer	1055250
Me K. Ramano	Professional fee for support on sale of Victoria Court Kenya &	101750
BDO	Professional fee for support on sale of BA Exchange	9110000
BDO	Professional fee for support on sale of Britam Kenya	1700000
BDO	Professional fee for support on sale of Britam Kenya	1000000
BDO	Professional fee for support on sale of Britam Kenya	1200000
BDO	Professional fee for support on sale of Britam Kenya	2370000
BDO	Professional fee for support on sale of Britam Kenya	5449179

Frais de notaire payés

Previous	Description	Montant (Rs)
Former	Fees for professional services rendered iro BAI Co. (Mtius) Ltd	22037814
Special	Administrator and other professional fees	22606396
Special	Special administrator fee	8500000

Contrat obtenu par Kavy Ramano pour la vente des biens de BAI



Des Hadjis bernés par le séjour à Aziziah

- L'intervention de Showkutally Soodhun rendue nécessaire. « I will put you in jail », lance-t-il à un responsable de l'hôtel



Reza Uteem

« On atteindra une trillion-debt economy bien avant 2023 sous ce gouvernement »

Éducation

Arvind Bhojun dénonce un manque de considération envers les enseignants



Pénurie de bétail pour l'Eid-Ul-Adha 2024

Entre tristesse et colère

- Des fidèles se demandent pourquoi le gouvernement n'a pas sollicité d'aide auprès de Madagascar et du Kenya pour l'importation du bétail



EURO 2024

Duel intense 8 l'Angleterre affronte la Serbie

Téléchargez

vosre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



www.sundaytimesmauritius.com



facebook.com/sundaytimes.official



[sundaytimes75](https://www.instagram.com/sundaytimes75)



[SundayTimes75](https://twitter.com/SundayTimes75)



Whatsapp Info 5 255 3635



BioloMix



New Generation Cooking,
Hot & Cold Functions,
Stewing, Braising,
Steaming, Blending
Dry & Wet Grinding,
Smoothie, Porridge,
Hot Soup, Ice Crushing
and many more.

300°C
Resistance to cold
and heat shock

Five Layers
Composite Cup

Health
Thickened
Borosilicate
Glass



1250ML
Hot Drink



1500ML
Cold Drink

- 1 Trace element layer
- 2 Antioxidant ion layer
- 3 Nanoglobulin layer
- 4 Water molecule activated layer
- 5 Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Conflit d'intérêts

Le ministre Ramano sous le feu des critiques

Le ministre de l'Environnement, Kavy Ramano, est actuellement au cœur d'une polémique concernant un possible conflit d'intérêts. En effet, son rôle de notaire interfère potentiellement avec ses responsabilités ministérielles, une situation qui a suscité des critiques virulentes de la part de l'opposition et des citoyens.

La députée du Mouvement militant mauricien (MMM), Joanna Bérenger, a mis en lumière cette situation de conflit présumé en examinant les demandes de certificats d'Environmental Impact Assessment (EIA). Elle a révélé un certificat notarial signé par l'étude de Kavy Ramano. Pour elle, cela soulève des interrogations quant à la vente future des terrains concernés et la possible implication continue de l'étude notariale du ministre dans ce projet.

Le 12 juin 2024, lors d'une conférence de presse, Arvin Boolell, leader de l'opposition, a exprimé son indignation en affirmant : « *Oui, il y a conflit d'intérêts* ». Selon lui, Kavy Ramano a signé un certificat notarial pour un projet de morcellement résidentiel, projet nécessitant l'approbation de son propre ministère. « *Il n'a pas le droit de mettre les pieds dans son bureau une fois devenu ministre* », a-t-il ajouté, pointant du doigt l'incompatibilité évidente de ses deux fonctions.

Face à ces accusations, Kavy Ramano a rejeté la faute sur ses employés, affirmant avoir cessé ses activités notariales depuis sa nomination comme ministre en 2019. L'Attorney General, Maneesh Gobin, a soutenu



cette défense, précisant que l'étude notariale est actuellement dirigée par des notaires suppléants.

Cependant, Arvin Boolell n'est pas convaincu. Il a souligné que le ministre n'avait informé la chambre des notaires de sa cessation d'activité qu'après l'éclatement de la polémique. Le leader de l'opposition a exigé la publication de la lettre envoyée à l'Association des Notaires et s'est interrogé sur l'absence de communication avec la Cour suprême.

De nouvelles révélations accablantes

Cette affaire prend une nouvelle tournure avec la découverte de chèques et reçus émis au nom de Kavydass Ramano par son étude notariale, même après sa nomination comme ministre. Un reçu de Rs 830 450 pour la vente d'un bien immobilier et un chèque de Rs 45 000 pour des frais de notaire ont été cosignés par un certain Pooneeth et une certaine Mewa, vraisemblablement des employés de l'étude. Ceci soulève de sérieuses doutes sur la complète séparation du ministre avec ses activités notariales

précédentes, comme il l'affirmait.

De plus, il semblerait que le notaire Soudesh Roopun, connu pour être un proche partenaire de Kavy Ramano, soit régulièrement impliqué dans la signature d'actes au nom de l'étude du ministre. Maneesh Gobin avait pourtant fermement nié connaître l'identité des notaires suppléants gérant l'étude lors de son intervention à l'Assemblée. Face à ces nouveaux éléments accablants, les soupçons de conflits d'intérêts et de manque de transparence se renforcent considérablement autour du ministre de l'Environnement.

Un manque d'éthique et de transparence

Ces révélations soulèvent des questions importantes sur l'éthique et la transparence au sein du gouvernement. Le fait que le ministre continue de fréquenter son bureau notarial malgré son rôle ministériel pose problème. Pour Arvin Boolell, cela montre un manque de séparation claire entre les responsabilités professionnelles et ministérielles de Ramano.

En conclusion, cette controverse sur le conflit d'intérêts entache sérieusement la réputation de Kavy Ramano et soulève des questions cruciales sur l'intégrité de certains membres du gouvernement. Face à la gravité des allégations, une enquête indépendante semble désormais indispensable pour faire toute la lumière sur cette affaire. La pression de l'opposition et de la société civile pourrait s'amplifier pour garantir que des mesures appropriées soient prises afin d'éviter de tels conflits à l'avenir.

Après sa PNQ sur le favoritisme autour des licences des jeux

Le leader de l'Opposition 'named' et expulsé

Après sa PNQ de vendredi, Arvin Boolell, leader de l'Opposition, a été 'named' et expulsé par le Speaker. Exprimant son désaccord, il a qualifié cette expulsion d'inacceptable et injustifiée. « *Mo pas d'accord avec la décision du Speaker pou 'Named moi pena oken raison* », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse peu après.

Il a critiqué le Premier ministre pour des commentaires qu'il a jugés inappropriés et a exprimé son incompréhension face au refus du Speaker de lui donner la parole lors de sa PNQ sur les licences de jeux, notant que ce dernier avait systématiquement empêché ses interventions en disant à plusieurs reprises 'don't give him the mic'. Arvin Boolell a qualifié l'attitude du Speaker de partielle, soulignant que ce n'était pas la première fois que celui-ci agissait ainsi. Il s'est interrogé sur ses motivations à limiter les opportunités d'expression des autres membres du Parlement.

Il a aussi déploré l'attitude du Premier ministre, qu'il a décrite comme provocatrice. Arvin Boolell a demandé à ce que les caméras de l'Assemblée nationale soient visionnées pour vérifier les allégations selon lesquelles le Premier ministre l'aurait traité de 'batiara', un comportement qu'il a jugé inacceptable. Il a conclu en exprimant son désarroi face à ce qu'il considère comme un dysfonctionnement du Parlement et un comportement brutal de la part du Speaker.

Concernant le sujet principal de son intervention, Arvin Boolell a critiqué sévèrement le traitement préférentiel accordé à un seul opérateur de jeu, tandis que neuf autres n'ont pas vu leur licence renouvelée depuis 2018. Il a déploré l'octroi exclusif d'une licence et a exprimé des doutes sur la transparence du processus d'attribution.

Suite aux interrogations soulevées, le leader de l'Opposition a regretté que le ministre des Finances n'ait pas fourni de réponses satisfaisantes à l'Assemblée nationale. Il a affirmé que l'opérateur en question bénéficiait non seulement d'un traitement de faveur, mais n'était pas connecté au serveur central de l'Authority Gambling Revenue (GRA). En réponse, le ministre des Finances a déclaré que depuis 2014, la GRA avait délivré neuf nouvelles licences et renouvelé 117 autres, précisant que le serveur central avait été transféré à la 'Mauritius Revenue Authority' (MRA) en mars 2013. Il a assuré que tous les opérateurs étaient connectés en direct et que les données étaient récupérées par lots toutes les heures, le système ne permettant pas à la MRA d'obtenir des informations instantanément.

Arvin Boolell a également critiqué le manque de transparence du gouvernement, soulignant que malgré de nombreuses questions posées au Parlement depuis leur accession au pouvoir, des réponses concrètes n'avaient été données que récemment avec l'annonce du 'Central Electronic Monitoring System', qui devait être opérationnel d'ici décembre 2024. Il a accusé la GRA de connivence avec le gouvernement, affirmant que celui-ci ne remplissait pas ses obligations correctement.

Brandissant des documents à l'appui, le député rouge a affirmé que Jean Michel Lee Shim était 'special advisor' au bureau du Premier ministre, une information mentionnée dans l' 'occurrence book' de la police. Il a suggéré que cela indiquait un traitement de faveur injustifié. Il a également critiqué le chiffre d'affaires en forte augmentation de l'entreprise de cet opérateur entre 2015 et 2021, passant de Rs 145 millions à Rs 700 millions.

En revenant sur le rôle du 'Money Laundering Reporting Officer', Arvin Boolell a questionné les compétences requises pour ce poste, se demandant si cette personne détenait une 'personal management licence'.

Éducation

Arvind Bhojun dénonce un manque de considération envers les enseignants

Commentant le budget 2024/2025, Arvin Bhojun, président de l' 'Union of Private Secondary Education Employees' (UPSEE), déplore que « *sa budget la finn ignore complètement sa fourchette de income earners* », en faisant référence aux enseignants. Il souligne que les enseignants, qu'ils soient du primaire, du secondaire ou du supérieur, qui se trouvent parmi les revenus moyens, sont fortement affectés par le coût de la vie. Il estime que la majorité des contribuables de la CSG sont des revenus moyens. « *Je ne dis pas que l'argent n'est pas utilisé de manière appropriée, mais nous nous demandons ce qui est fait pour nous* », fait-il remarquer.

De plus, il déplore le fait que les 'middle class earners' ne bénéficient d'aucun programme ou facilité spécifique. Selon lui, les enseignants ont signalé une véritable inégalité dans les salaires au sein des établissements scolaires. Il estime que les études pour devenir enseignant ne sont pas valorisées, car ils perçoivent des salaires similaires à ceux des 'general worker', sans que rien ne soit fait pour corriger cette situation. Arvin Bhojun estime que le ministre des Finances a failli et n'a pas rempli ses obligations. Il est d'avis que les mesures annoncées ne soulageront pas les personnes de cette catégorie.

« *Même si le revenu minimum a été porté à Rs 20 000, aucune qualification n'est requise pour obtenir ce salaire. Pour devenir enseignant aujourd'hui, une personne doit*

suivre une formation professionnelle de cinq ans dans le domaine », déplore-t-il. Arvin Bhojun regrette que les enseignants, malgré leurs efforts, ne soient pas récompensés à leur juste valeur. Il estime que le ministre des Finances a favorisé les personnes âgées et les jeunes au détriment de la classe des revenus moyens. « *Nous ti ena beaucoup expectations avec sa budget la. malheureusement il créer ene frustration par les enseignants* », ajoute-t-il.

Il indique avoir remis une lettre au Premier ministre, lui demandant de revoir rapidement le salaire minimum afin de donner un peu de répit à cette catégorie de personnes. Si les choses ne s'améliorent pas dans les prochains jours, l'UPSEE envisagera de prendre des mesures. « *Quand la part du gâteau augmente, il faut la partager équitablement* », souligne-t-il.

En ce qui concerne le recrutement des enseignants pour combler le manque dans les établissements scolaires, aucune mesure n'a été annoncée pour détailler les stratégies envisagées. Arvin Bhojun déplore que les jeunes ne souhaitent plus s'engager dans le secteur de l'éducation. Sans qualification, le salaire est de Rs 20 000, et avec une qualification, il passe à Rs 26 500. Pour lui, ces montants sont insignifiants face au coût de la vie actuel pour beaucoup d'entre nous, et les responsabilités des enseignants ne sont pas accompagnées d'un package attractif, conclut-il.

Pénurie de bétail pour l'Eid-UI-Adha 2024

Entre tristesse et colère

- Des fidèles se demandent pourquoi le gouvernement n'a pas sollicité d'aide auprès de Madagascar et du Kenya pour l'importation du bétail

Ce qui devait être un moment de rencontre, de sacrifice et de réjouissance pour les familles musulmanes ce lundi 17 juin ne le sera pas pour des centaines de familles. La raison, le manque de bétail sur le marché pour la fête Eid-UI-Adha. Malgré les nombreux appels, aucune solution n'a été trouvée pour pallier ce manque sur le marché. De ce fait, des centaines de familles musulmanes devront célébrer le sacrifice d'Abraham différemment. C'est un sentiment de colère et de tristesse qui les anime depuis. Les fidèles déplorent l'inaction des autorités qui, selon eux, n'ont pas fait le moindre effort pour apporter un soulagement en cette période. « *Ti pou bon ki gouvernement vine expliqué ki zeffort zotte ine faire pou vine aidé, depuis plis ki ene mois finne conner ki ena ene manque, be ki zotte ine vine faire* », se demandent les consommateurs.

Sur les réseaux sociaux, nombreux sont ceux qui tentent vainement de trouver un animal pour l'Eid-UI-Adha, mais en vain. « *Mo ena Rs 130 000, s'il vous plait si ena ene*

bœuf pe vendé, faire moi conner, mo pas pe gagne bœuf pou Qurbani, tout les l'année mo abitier faire Qurbani, premier fois mo pe gagne sa problème la », s'exprime une jeune mère de famille sur Facebook.

Certains déplorent une déclaration du ministre de l'Agro-industrie sur les ondes d'une radio privée la semaine dernière, durant laquelle Mahen Seeruttun avait affirmé qu'il n'y avait aucune pénurie. Il faisait référence à la présence de 5400 têtes de bétail importées de l'Afrique du sud. Mais un boucher que nous avons interrogé démolit immédiatement les explications du ministre. « *Ministre blié ki tout les jours l'abattoir travail, bizin avoy la viande dans bazaar, be*

kot bœuf la sorti sa, jour en jour pas pe diminuer », déplore ce dernier.

Malgré la sonnette d'alarme tirée depuis déjà plusieurs semaines, les revendeurs de bétail jettent le blâme sur le gouvernement, car aucune action n'a été prise pour pallier ce manque sur le marché. Ils se demandent pourquoi le gouvernement n'a pas sollicité d'aide pour l'importation de bétail auprès du Kenya et de Madagascar. Dans le passé, il y a eu pas mal d'importation de ces deux pays.

Cela fait plus d'un mois que l'exportation de bétail a été interdite par l'Afrique du sud. La raison, des cas de fièvre aphteuse ont été détectés dans plusieurs

provinces de ce pays. De ce fait, deux cargaisons de bétail destinées au marché mauricien sont restées bloquées. Seules les importations par bateau ont été interdites, tandis que l'importation par avion est autorisée. La compagnie Ubor a pu d'ailleurs procéder à l'importation d'une centaine de têtes de bétail par voie aérienne, qu'elle a pu mettre en vente sur le marché.

Des prix abusifs

Nombreux sont les consommateurs qui déplorent la vente de bétail au marché au noir. Des vendeurs mal intentionnés ont trouvé la parfaite astuce pour faire de l'argent. Alors que le prix par kilo a été fixé à Rs 174, certains revendeurs ont vendu jusqu'à Rs 300 le kilo. « *Pena choix, zotte mette la main dans la gorge, get ki qualité zotte pe abuse lors nous, tout sa la akoz pena lors marché* », déplorent les consommateurs. Leur souhait, c'est que le gouvernement prenne au sérieux cette affaire. Car ils déplorent qu'à chaque Eid-UI-Adha, il y ait un souci avec le bétail.

**Des Hadjis bernés par le séjour à Aziziah**

- L'intervention de Showkutally Soodhun rendue nécessaire. « I will put you in jail », lance-t-il à un responsable de l'hôtel

Un groupe de pèlerins mauriciens se retrouve au centre d'une expérience bouleversante pendant leur pèlerinage, suscitant indignation et interrogations sur la gestion et la planification de leur séjour.

Tout d'abord, les pèlerins ne pouvaient effectuer leurs cinq prières quotidiennes à la Masjid al-Haram. À Aziziah, loin du site sacré, il leur a été presque impossible de se rendre aux prières à la mosquée. L'hébergement, présenté comme haut de gamme, s'est avéré excessivement cher par rapport à d'autres hôtels à La Mecque.

Le départ de Makkah à Madinah s'est transformé en un véritable cauchemar logistique. Les pèlerins ont dû attendre presque une journée dans le hall de l'hôtel avant qu'un transport ne soit organisé. À leur arrivée à



Madinah, nombreux sont ceux qui ont déploré la qualité médiocre de la nourriture fournie.

Retour à Aziziah – Une surprise désastreuse

Le retour à Ar-Rusayfa, Aziziah, s'est révélé être un cauchemar. De nombreuses chambres ayant été fermées par les autorités, de nombreux pèlerins ont dû dormir dans le hall de l'hôtel. L'intervention de l'ambassadeur Showkutally Soodhun

a été nécessaire pour remédier à cette situation désastreuse. La nourriture était si mauvaise que l'ambassadeur aurait menacé un responsable de l'hôtel en disant : « *I will put you in jail* ». Et d'ajouter que « *in Mauritius, we don't give the dog such type of food* ».

Les pèlerins exigent maintenant des réponses. Comment l'agent a-t-il pu réserver un hôtel dont de nombreuses chambres ont été fermées par les autorités saoudiennes ? Quel rôle la mission du Centre Culturel Islamique a-t-elle joué dans ce fiasco ? Certains de ces appartements appartiennent-ils à un proche d'une haute personnalité de l'ICC ?

Les pèlerins affectés réclament une enquête approfondie sur ces événements troublants pour garantir



que de tels problèmes ne perturbent plus les futurs pèlerinages. La communauté est unie pour demander responsabilité et transparence de la part des responsables de cette épreuve pénible.

UP

Front politique commun en faveur de la Palestine

La déclaration commune de plusieurs partis politiques, signée par Navin Ramgoolam, Paul Bérenger, Richard Duval, Rama Valayden et Rada Kistnasamy, adressée au PM, Pravind Jugnauth, représente une initiative positive et inspirante de solidarité et de coopération. Le but : demander la fin du génocide perpétré par l'armée israélienne contre le peuple palestinien. Cette démarche collective transcende les différences idéologiques, et démontre que Maurice peut jouer un rôle en soutenant le procès de l'Afrique du Sud contre Israël devant la CIJ. Cette démarche réaffirme l'engagement du pays à défendre les droits humains et les libertés, tout en offrant un modèle de solidarité internationale.



A ÉTÉ DIT



« Une crise économique se profile à l'horizon. Combien de temps reste-t-il avant l'avènement de la crise ? Quelle sera l'intensité de la crise ? Et quelle thérapie de choc le Fonds Monétaire International (FMI) administrera-t-il à Maurice à ce moment-là ? Je ne crois pas que nous allons subir le même sort que le Venezuela ou le Zimbabwe. Je ne vais pas exagérer. Mais il y a de nombreux pays qui ont fait ce que nous faisons ici à Maurice. Le Ghana était le 'chouchou' de la communauté internationale il y a huit ans de cela, mais aujourd'hui le pays est à genoux. Le Bangladesh et le Sri Lanka sont en difficulté. Le FMI prévoit une croissance d'environ 3,5% pour Maurice à partir de 2025. Avec un tel taux, ce sera impossible que cela soit soutenable. Il faudra taxer les gens. D'après mes calculs, la CSG pourrait atteindre 20-25% (ndlr : le taux d'imposition sur les salaires). Une alternative serait de miser un peu sur la croissance, de réviser les dépenses, les taxes, la dette et de vendre quelques bijoux de l'État. »

Rama Sithanen
Radio Plus
Vendredi 14 juin 2024

C'EST ÉCRIT

Le gouvernement et les organisations non gouvernementales doivent comprendre que l'investissement dans le leadership des jeunes peut conduire à une société plus dynamique et avant-gardiste. Je crois qu'en exploitant l'énergie, la créativité et le potentiel des jeunes, Maurice peut construire un avenir résilient et inclusif où tout le monde a la possibilité de s'épanouir. Lors de ma récente visite, j'ai remarqué qu'il y a un assez grand nombre de jeunes qui sont sous l'emprise de la drogue ou de la toxicomanie. A-t-on fait quelque chose à ce sujet ? Si oui, est-ce suffisant ? Où est la résilience dans tout cela ? Les jeunes ou les professionnels émergents reçoivent-ils des opportunités adéquates pour contribuer à Maurice ou doivent-ils être avertis par affinité politique ? Le salaire minimum était depuis longtemps dû. A-t-il été mis en œuvre comme une réforme de nécessité ou un mouvement politique à des fins électorales ? À méditer !



Jayshan Keejoo
Médiateur et arbitre international
L'Express
Mardi 11 juin 2024

DOWN

Pravind Jugnauth



Le choix de Pravind Jugnauth de voyager avec Emirates au lieu d'Air Mauritius pour se rendre à New Delhi suscite des critiques acerbes. En optant pour un vol avec escale à Dubaï au lieu du vol direct proposé par la compagnie nationale, le Premier ministre semble manifester un manque flagrant de confiance envers Air Mauritius. Cette décision met en lumière les problèmes récurrents de fiabilité de la flotte nationale, ce qui est perçu comme un aveu implicite de son inefficacité. La méfiance dont a fait preuve Pravind Jugnauth ne fait que nuire davantage à l'image de MK.

Dans les coulisses...

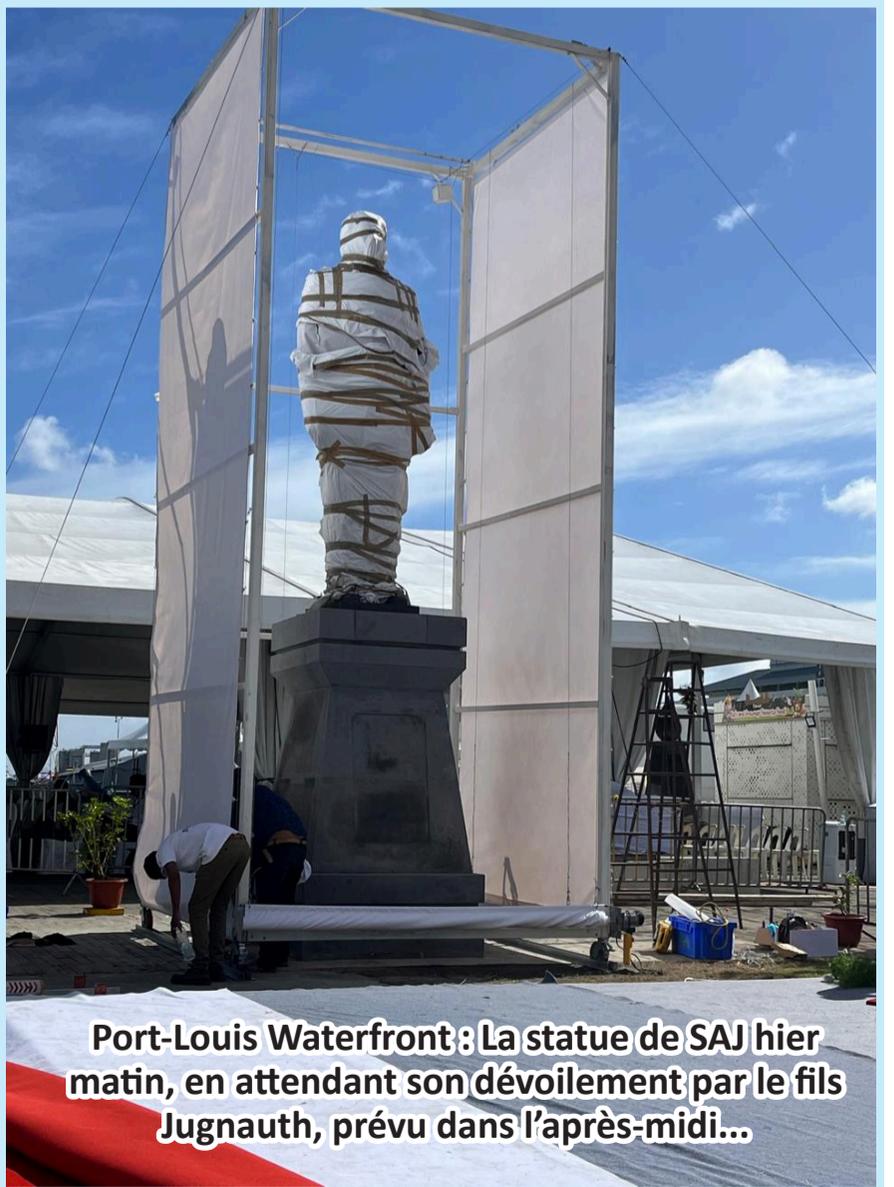
MBC : le DG favorisé au détriment du Hadj ?

Alors que des millions de fidèles convergent vers les lieux saints de l'Islam, la MBC n'a accordé que deux lignes à l'ouverture du Hadj dans son journal télévisé 'Samachar', dit-on. À l'inverse, un long reportage a été diffusé sur une cérémonie impliquant le directeur général de la chaîne.

Cette différence de traitement interpelle les téléspectateurs, qui s'interrogent sur les raisons de cette couverture médiatique inégale. S'agit-il d'un choix éditorial délibéré ou d'un simple manque d'intérêt pour le hadj ?

PHOTOS DU JOUR

Alors que certains ministres distribuent des cadeaux dans leurs circonscriptions, le Premier ministre, Pravind Jugnauth, ainsi que son colistier Yogida Sawmynaden et le ministre de la Santé, Kailesh Jagutpal, étaient, eux, présents en force à Quartier-Militaire, dans la circonscription no. 8, hier matin, où ils ont fait don de leur sang...



Port-Louis Waterfront : La statue de SAJ hier matin, en attendant son dévoilement par le fils Jugnauth, prévu dans l'après-midi...



Reza Uteem

« Sous ce gouvernement, on atteindra une trillion-debt economy bien avant 2023 »

Le député Reza Uteem décortique le budget, en dénonçant énergiquement le bluff du gouvernement. Il revient aussi sur le cas de conflit d'intérêts impliquant le ministre de l'Environnement, Kavy Ramano. Et pour couronner le tout, il égratigne le leader du PMSD qui, selon lui, « *bizin alle prend place Obeegadoo dans gouvernement* ». Ci-dessous, de grands extraits de son entretien publié sur la page Facebook de Sunday Times jeudi soir...

■ Zahirah RADHA

Q : Qu'est-ce qui vous interpelle le plus dans le dernier budget de ce gouvernement sous le présent mandat ?

C'est le montant de la dette publique et de la taxe. La dette publique a augmenté par 2.5 fois depuis que le MSM est au pouvoir. Elle est passée d'environ Rs 250 milliards en 2014 à plus de Rs 550 milliards aujourd'hui. Le ministre des Finances a parlé de 'Rs 1 trillion economy' d'ici 2030, mais au rythme auquel on va, on deviendra un 'trillion debt country' avant même 2030.

Q : Cela donne des sueurs froides...

Mais je vous dis une réalité ! Le pire, c'est que les membres du gouvernement font croire que la dette publique est en baisse alors qu'elle augmente d'année en année.

Q : Quel est actuellement le montant d'endettement public par tête d'habitant ?

Si vous prenez Rs 550 milliards et vous le divisez par 1, 2 d'habitants, cela fera environ Rs 470 000 par tête d'habitant. Le gouvernement vous embête quand il dit qu'il donnera Rs 2000 aux ménages lorsqu'un enfant naît. Il aurait dû dire je vous donne Rs 2000 mais je mets une dette de Rs 470 000 sur la tête de votre enfant. On ne peut pas hypothéquer ainsi l'avenir de nos enfants. Une dette doit être remboursée. Ce n'est pas le MSM, M. Padayachy ou M. Jugnauth qui rembourseront cette dette, mais ce sont nos enfants et petits-enfants qui devront le faire.

Q : D'autant plus qu'il n'y a pas vraiment eu de création de richesse qui puisse nous permettre de la rembourser, n'est-ce pas ?

Contracter une dette n'est pas une mauvaise chose en soi, mais c'est l'utilisation qu'on en fait qui est importante. Il y n'a pas de problème si une dette a été contractée pour investir dans des projets qui vous permettent d'avoir des revenus. Par contre, ce gouvernement emprunte pour financer son budget courant au lieu de son *capital budget*. D'ailleurs, systématiquement tous les ans, y compris la présente année, il dépense bien moins que le montant qui a été voté pour le *capital budget*. Par exemple, une provision de Rs 3 milliards avait été faite pour les drains, mais même pas la moitié de ce montant a été utilisée.

Q : Cela ne l'empêche pourtant pas de venir avec des budgets supplémentaires, comme celui de Rs 6,7 milliards qui a été voté pour la dernière année financière ?

Un budget supplémentaire aurait dû être exceptionnel. Or, sous ce gouvernement et ce ministre des Finances, il y a eu des budgets supplémentaires tous les ans, parfois même deux par an ! Cela est dû à une mauvaise planification. Ou sinon, il veut faire croire durant la présentation du budget, qui jouit généralement d'une grande audience, que ses dépenses seront moindres, sachant qu'il votera ensuite un budget supplémentaire pour ses dépenses et que cela passera inaperçu puisque personne, ou presque, n'écoute les débats relatifs.

On peut comprendre que certaines dépenses ne soient pas prévisibles, telles que les Rs 1,9 milliard qui doivent être payés à *Patel Engineering* parce que le MSM avait résilié ce contrat quand il avait pris le pouvoir en 2014. Le

tribunal d'arbitrage international a trouvé que l'État avait tort, pareil comme il avait tort en démantelant le groupe BAI qui nous a coûté au-delà de Rs 25 milliards ainsi que la résiliation du contrat Betamax qui nous a coûté au-delà de Rs 6 milliards.

Mais qu'en est-il des autres dépenses ? On aurait dû prévoir. Il y a, par exemple, Rs 500 millions qui doivent être injectées dans la MauBank. Mais celle-ci est une banque commerciale profitable. Ne devrait-elle pas se débrouiller seule ? Pourquoi est-ce que ce sont les contribuables qui doivent injecter Rs 500 millions dans la MauBank ? Je vous rappelle d'ailleurs que MauBank est une fusion de la MPCB et la 'National Commercial Bank' (NCB) qui avait repris les activités bancaires de Bramer Bank.

Le permis de Bramer Bank avait été révoqué par la Banque de Maurice à minuit le 1^{er} avril 2015 pour Rs 350 millions. Mais aujourd'hui, on demande aux contribuables de contribuer Rs 500 millions dans les caisses de MauBank. *Sa gouvernement la pe fer pire !* Sans compter qu'il a déjà fait cette dépense et qu'il nous met devant un fait accompli !

Q : Puisque vous parlez des fonds des contribuables, le gouvernement compte beaucoup dessus pour obtenir des revenus, paraît-il ?

En 2014, la taxe récoltée était de l'ordre de Rs 73 milliards alors que la dette publique était de Rs 237 milliards. Lors de son premier budget en 2020, Padayachy nous a taxé Rs 95 milliards parce qu'il avait pris Rs 60 milliards des réserves de la Banque de Maurice. La dette publique était déjà passée à Rs 353 milliards. Aujourd'hui,

dans le présent budget, il prévoit de récolter Rs 196 milliards. Donc maintenant, on paie le triple de ce qu'on payait en 2014 en termes de taxes.

Q : Les hausses de pensions et de CSG retourneront au final dans ses propres caisses...

Évidemment s'il y a 'too much money chasing too few goods', les prix augmenteront. Le ministre des Finances le sait. Il le fait délibérément parce qu'il récolte 15% de TVA sur chaque montant que vous dépensez. Il récolte deux fois plus d'argent sur la TVA que sur l'*Income Tax*. En d'autres mots, ce sont les *ti-dimounes* qui paieront deux fois plus de taxe que les riches. Ce gouvernement ne travaille pas pour les *ti-dimounes*.

Q : Le conflit d'intérêts impliquant le ministre Kavy Ramano a fait l'opposition sortir de ses gonds. Pourquoi réclamez-vous sa démission ?

Quand vous êtes un ministre, il ne faut pas que vous vous retrouviez dans une situation qui donne lieu à un conflit d'intérêts entre votre rôle ministériel et celui de vos gains personnels. D'où la convention qui stipule qu'un ministre ou même un PPS ne peut pas exercer ou travailler. Si Kavy Ramano n'exerçait plus comme notaire, une autre personne aurait pu le remplacer mais elle ne peut pas utiliser son nom. Le fait qu'il ait maintenu son étude notariale alors qu'il est ministre est déjà incompatible. Mais dans son cas, c'est beaucoup plus grave.

Il est ministre de l'Environnement. Pour l'octroi des permis EIA, un certificat notarial est requis pour prouver qu'un promoteur de projet est réellement le propriétaire

du terrain sur lequel il compte construire. Parmi les 69 notaires qu'il y a à Maurice, *promoteur la ine trouve pou alle zis kot l'étude notariale du ministre Kavydass Ramano ?* En plus, le certificat notarial est signé « *For Kavy Ramano, Public Notary* ». Il porte aussi l'en-tête de l'étude notariale de Kavy Ramano. Pire, il porte aussi le sceau du notaire Kavy Ramano. Personne d'autre qu'un notaire n'a le droit d'utiliser ce sceau. Vous imaginez l'ampleur de ce conflit d'intérêts. *Mo mem mo pou dire ou bizin sa document la, et mo mem mo donne ou !*

Q : Aussi grave cela soit-il, pensez-vous réellement que le ministre Ramano va démissionner à la veille des élections générales alors que bien d'autres ministres ne l'ont pas fait avant lui malgré des allégations contre eux ?

Je ne m'attends pas du tout à ce que quelqu'un comme Kavy Ramano démissionne. Pour cela, il faut que vous soyez un homme d'honneur et un homme de principes. Par contre, le Premier ministre, sachant ce que son ministre de l'Environnement a fait et qui est probablement une offense sous la POCA, aurait dû le révoquer tout de suite. Pourquoi le tolère-t-il ?

Q : Mais ne l'a-t-il pas toléré dans le cas de Stag Party impliquant Maneesh Gobin, par exemple ?

Dans le cas de Maneesh Gobin, le Premier ministre a dit qu'il n'avait

pas de preuves. Il se prend pour l'ICAC. Quand vous lui posez des questions au Parlement, il dit que c'est confidentiel. Mais lui il sait très bien ce qui se passe à l'ICAC parce qu'il dit qu'il n'y a pas de preuves contre Maneesh Gobin. *Ene dimoune dire ou ki line donne ene ministre manze cerf, mone donne li la boisson ek lot kitsoz ki vine avec, après mone gagne permis. Sa manzé boire et lezot kitsoz kit one fer la, kuma appel sa ? Pa appel sa gratification ?* C'est cela ce que le dénonciateur a dit. Dans le cas de Ramano, les documents ont été publiés dans la presse. Et le ministre Ramano a lui-même dit qu'il n'a donné à personne la permission d'utiliser son nom. Il sous-entend donc que ses employés ont fauté, que le certificat notarial portant sa signature est un faux et que Sqaure Deal a utilisé un faux document.

Q : Le permis EIA aurait dû être suspendu ?

C'est le ministre qui aurait dû être révoqué. La police aurait dû déjà avoir fait un landing pour saisir des documents parce qu'il y a eu faux documents et usage de faux documents. La FCC aurait dû déjà elle aussi avoir initié une enquête parce qu'il y a eu conflit d'intérêts. *Mais ou trouve Missié Beekarry pou alle fer sa ?*

Q : Vous avez beaucoup de munitions contre le gouvernement pour cette campagne électorale...



Ce n'est pas une question de munitions. Si vous demandez à n'importe qui dans le pays s'il est satisfait avec le niveau de vie, ou si vous demandez à un jeune s'il est satisfait d'avoir obtenu un poste avec ses qualifications...

Q : Je vous interromps. Xavier Duval semble avoir une autre lecture de la situation, selon son discours budgétaire ?

J'ai eu l'occasion de travailler avec lui et je suis très triste pour lui. Le peuple a pu le juger après son discours budgétaire. Au moins

Patrice Armance a été plus nuancé dans ses propos. *Mo demane moi kifer Xavier Duval pe enkor assize par ici. Li pe blok place ene dimoune dans l'opposiotion. Alle lot côté kot gouvernement. Prend place Obeegadoo ene sel fois. Li pe prend ene prime area dans l'opposiotion. Mo ti pou préfère Eshan Juman prend sa place la, li ti kapave fer ene pli bon travail dans l'opposiotion.*

Suivez l'intégralité de cet entretien sur : <https://fb.watch/s11cNk79k2/>

VOX POPULI

Conflit d'intérêts impliquant le ministre Kavy Ramano : Réactions des internautes

- Bien sûr qu'il y a un conflit mais est-ce que le gouvernement comprend vraiment ce que le mot conflit veut dire, sinon tous les membres du gouvernement auraient dû démissionner
- Conflit d'intérêt grave sur les acquisitions des terrains. Il est dans le secret et il signe lui-même
- Ar sa gouvernement tou possible sa ki pa bon li trouve bon li depi stagparty li trouve bon meme li
- Tou institutions ena chatwa pou protege zot. Attan election mem aster
- Biensur ena conflit et fraude aussi. Ena officier si complice r li
- Li ti bzn demisioner li continue so travail notaire
- Guilty as charged
- Li bizin cash pou acheter ene l'autre apartment
- Step down as minister
- Ena conflict of course
- Ali baba ek 40 chors ! Tout pareil
- Si li ena ene tigit l'amour propre li bizin démissionner
- Dans maurice nanier pas pou ena politichien faire ceki li content tant ki pas pou change sa system nominé politique la jamais pou ena vraie justice
- Li pas capave beze casse partout ene côté so business lote côté so ban di biens dans ban pays étranger et dans parlement beze casse lé pep alors ki li ene zéro comme ministre b'environnement... Lady gaga bisin démissionner... Mo pas ouler li comme député Quatre-bornes
- Franklin stagparty angus road peuple pour réagir dans Election budget pas pour sauvé jotte
- Boycott msm
- Li pas bizin gagne ticket pou élection et li bizin resign comme ministre. So place dans prison
- Pinok fini fer lenket eski ton deza trouve en ministre ale prison dan morice



PME

Amar Deerpalsing : « Les entreprises risquent de rencontrer davantage de difficultés »

Amar Deerpalsing, président de la Fédération des PME, explique que, dans les propositions soumises avant le budget au ministre des Finances, de nombreux sujets cruciaux pour assurer la survie des petites et moyennes entreprises (PME) ont été abordés. Selon lui, ce secteur a un avenir prometteur et il est possible de tirer parti de son potentiel pour le futur, contribuant ainsi à la croissance de l'économie. Malheureusement, dit-il, cette initiative n'a pas été une priorité pour le ministre des Finances. Il estime que les PME ont été laissées pour compte et que le budget ne propose rien de concret.

Il affirme que le budget, en vue des prochaines législatives, a été conçu pour séduire la population plutôt que pour trouver des solutions concrètes aux problèmes des secteurs en difficulté. « Avec ce budget, les entreprises risquent de rencontrer davantage de difficultés à l'avenir et pourraient être contraintes de mettre la clé sous la porte », prévient-il. Amar Deerpalsing souligne l'importance de mesures concrètes pour relancer le secteur des PME. Il estime que de nombreux Mauriciens ont une prédisposition entrepreneuriale, mais qu'il est nécessaire de les encadrer dès leur jeune âge.

Il déplore également le manque de création d'un nouveau pilier économique. Selon lui, même les jeunes sont découragés par les mesures actuelles, car il n'existe aucun moyen ni dispositif pour les encourager à entreprendre. « À chaque budget, de nombreuses mesures sont annoncées, mais elles ne sont pas suffisamment concrètes pour relancer véritablement l'ensemble du secteur », regrette-t-il.

Le président de la Fédération des PME ajoute que les recettes de l'État ont augmenté sans que la croissance économique suive le même rythme. « Le budget reflète un manque de considération du gouvernement envers les PME en difficulté. Bien que le gouvernement ait annoncé plusieurs mesures pour les aider durant son mandat, celles-ci restent insatisfaites. À plusieurs reprises, des problèmes ont été évoqués et des solutions concrètes demandées, mais en vain », relate-t-il.

Concernant l'implémentation des mesures, il souligne que, si elles sont mises en place rapidement, elles pourraient aider certaines PME à se redresser. Cependant, ajoute-t-il, des retards pourraient avoir un effet néfaste sur les PME existantes, qui risquent de s'effondrer à tout moment. Amar Deerpalsing s'attendait à un budget



de relance qui revitaliserait réellement l'économie, mais selon lui, cela n'a pas été le cas. « D'année en année, c'est toujours la même chose, il n'y a aucun changement pour les PME », déclare-t-il. « Ce ne sont pas les fonctionnaires qui apportent la croissance dans le pays. Le gouvernement ne produit rien, il agit seulement comme facilitateur et régulateur. La véritable production de richesse vient des PME, non des fonctionnaires. Il est grand temps que le gouvernement réagisse pour le bien-être du pays, en se concentrant sur la production nationale plutôt que sur l'importation, afin de créer davantage de produits à exporter vers d'autres destinations », conclut-il.

Stéphane Maurymoothoo : « C'est un secteur complètement oublié »

Le secteur des petites et moyennes entreprises (PME) constitue l'un des piliers essentiels de l'économie mauricienne. Cependant, il est également le plus vulnérable face aux diverses perturbations, tant au niveau national qu'international. Les PME jouent un rôle crucial dans la croissance économique et l'emploi à Maurice. Elles sont reconnues pour leur flexibilité, leur créativité, et leurs idées innovantes, contribuant ainsi à améliorer la compétitivité du pays et à renforcer son attractivité. Le gouvernement a mis en place le secteur des PME dans le but de créer une nation d'entrepreneurs.

Stéphane Maurymoothoo, porte-parole des artisans et PME, ne mâche pas ses mots pour exprimer son ressenti face aux mesures annoncées dans le budget présenté vendredi dernier par le ministre des Finances, Renganaden Padayachy. Pour lui, c'est un budget farfêlu, illusoire et décevant. Il exprime sa déception face au manque d'initiatives en faveur des petites et moyennes entreprises : « Il n'y a aucune disposition dans le budget 2024/25 qui permette aux

PME en difficulté de se redresser », déplore-t-il.

Il rappelle que dans le budget de l'année dernière, des propositions budgétaires ont été faites en faveur des fabricants de produits locaux dans le secteur manufacturier. Parmi elles, une 'lump sum' (somme forfaitaire) pour les entrepreneurs et les travailleurs indépendants, en reconnaissance de leur contribution au développement du pays. Cependant, le ministre des Finances avait annoncé que seuls les pêcheurs recevraient cette somme forfaitaire, sans aucune considération pour les entrepreneurs, ce qu'il juge inacceptable.

De nos jours, un moyen de transport est essentiel, cependant, les travailleurs sont mal accompagnés dans ce domaine. Stéphane Maurymoothoo avait proposé que le gouvernement permette aux entrepreneurs d'acquérir des véhicules pour faciliter le transport de leurs marchandises, mais encore une fois, cette mesure n'a pas été prise en compte, alors que les pêcheurs enregistrés bénéficient de l'exonération de droits pour l'acquisition d'un véhicule 4x4.

En ce qui concerne la compensation salariale jusqu'à Rs 2000 pour les PME jusqu'en décembre 2024, il souligne qu'elle n'est pas significative. « Ce qui est plus important, ce sont les incitations dont les entrepreneurs ont besoin pour prospérer dans leurs affaires. Ces derniers avaient demandé au ministre des Finances des moyens de financement pour acquérir des moyens de transport. Il n'y a pas de valorisation des métiers à Maurice », souligne-t-il.

« Le véritable changement à opérer serait de redonner de la valeur aux métiers comme autrefois. Le gouvernement doit redonner noblesse aux métiers tout en encadrant ceux qui souhaitent faire carrière dans ce domaine », conclut le porte-parole des PME.

Personnes en situation de handicap

Ashvin Gudday : « Il n'y a pas eu d'annonces révolutionnaires »



« On s'attendait à beaucoup plus d'emphase et de concentration sur les enfants en situation de handicap », affirme Ashvin Gudday, vice-président de l'Association pour les Droits des Handicapés (APDH), en réaction au budget présenté vendredi dernier par le ministre des Finances. Selon lui, il y a de bonnes initiatives, mais il est possible de faire mieux.

« Les mesures sociales touchant les personnes en situation de handicap suivent un certain 'pattern' depuis 2014. La pension de vieillesse a augmenté, ce qui n'est pas surprenant étant donné la hausse drastique du taux d'inflation. C'était prévisible. Concernant les subventions offertes aux écoles spécialisées, ce sont des mesures déjà annoncées, mais en termes d'accompagnement, on pourrait faire mieux », explique le travailleur social.

Revenant sur le remboursement des frais de taxi, Ashvin Gudday note que c'est une mesure retenue car les personnes en situation de handicap se trouvent souvent dans des situations difficiles. En effet, il rappelle que les bus ne sont pas 'disabled friendly', ce qui empêche les personnes à mobilité réduite de les utiliser pour se déplacer. « Certes, c'est une bonne initiative du gouvernement, mais il faudra veiller à ce que cette mesure soit effectivement mise en place à l'avenir. Il est important que chaque personne reçoive ce qui lui est dû. Hormis cette mesure, il n'y a pas eu d'annonces révolutionnaires », déclare-t-il.

« Il y a des aspects positifs, mais il y a aussi des manques qu'il faut combler. Les mesures annoncées dans le budget ne répondent pas à tous les besoins, et nous restons sur notre faim », dit-il. Il ajoute qu'il aurait été possible de mettre en place des mesures d'accompagnement, ou de fournir des équipements pour répondre aux besoins des enfants en situation de handicap, et que ce n'est qu'alors qu'on aurait pu parler d'un budget complet avec une approche holistique. Selon lui, L'argent ne peut pas effacer les cicatrices dans la vie des personnes vulnérables.

En ce qui concerne la prime à l'emploi, notre interlocuteur souligne que cette mesure doit être suivie de près car l'emploi des personnes en situation de handicap dans divers secteurs reste une bataille majeure. Pour lui, cela doit permettre l'émancipation, l'autonomisation ainsi que la consolidation de la dignité de ces personnes dans un monde complexe et compétitif.

Le gouvernement en campagne

À l'approche des élections, les ministres montrent leur générosité en offrant des micro-ondes, des karchers, des parapluies, des couettes et des repas pour rappeler à la population combien ils tiennent à son bien-être... (temporairement?).



Aicha Ramdin : « Chaque voyage enrichit ma vision du monde et nourrit mon esprit d'aventurière »

Voyager en solitaire ne laisse jamais indifférent. Certains adorent, d'autres redoutent, et beaucoup hésitent à franchir le pas... Mais tout le monde a son avis sur la question. Voyager seul, c'est l'aventure avec un grand A, et ceux qui y goûtent sont souvent comblés. Cette semaine, nous faisons la connaissance d'Aicha Ramdin, voyageuse solo qui vit actuellement en France. Originaire de Port-Louis, cette Mauricienne de 27 ans nous livre son parcours.

Tout a commencé après la perte de ses deux parents. Aicha raconte qu'elle a été élevée par sa tante maternelle avant de partir en France pour poursuivre ses études. « J'ai obtenu une licence en lettres modernes à La Sorbonne, suivie d'un master en communication et marketing RSE. Aujourd'hui, je travaille comme consultante en accompagnement au changement. Pendant mon temps libre, je me passionne pour la photographie et les voyages », confie-t-elle.

Son premier voyage en solo a eu lieu juste avant la pandémie de Covid-19. Désireuse de visiter Londres avec ses amis, elle a découvert que personne n'était disponible pour l'accompagner. Elle a alors décidé de ne pas renoncer à son projet et est partie seule pour trois jours. À son retour, quelques semaines plus tard, le confinement était instauré en France.

Jusqu'à présent, Aicha a visité 25 pays. Parmi eux, l'Islande se distingue comme le plus beau voyage avec ses paysages époustouflants, et la

Norvège l'a émerveillée avec ses spectaculaires aurores boréales. « J'ai exploré le Danemark, la Suède, l'Espagne, Chypre, la Grèce, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, le Maroc, la Tunisie, la Turquie, la Suisse, la Hongrie, l'Angleterre, le Portugal, la Bosnie, la Croatie, le Monténégro, l'Albanie, et bien sûr, la France », souligne-t-elle. « Chaque voyage m'apporte quelque chose de très précieux, enrichissant ma vision du monde et nourrissant mon esprit d'aventurière », ajoute la jeune femme.

Bien que la solitude puisse parfois se faire sentir, elle est rarement pesante car elle séjourne souvent en auberge de jeunesse, où elle rencontre d'autres voyageurs solos. Ces rencontres éphémères enrichissent son quotidien. Par ailleurs, elle écrit régulièrement dans son journal intime ou sur son blog lifebyaicha.com, et elle utilise ces moments pour se recentrer sur elle-même et son bien-être. Cette période de solitude lui a permis de grandir et de voir la vie sous un angle différent.

« Je n'aurais jamais imaginé voyager seule un jour, et encore moins en tomber amoureuse. Ces expériences m'ont ouvert de nouveaux horizons et m'ont permis de pleinement apprécier la liberté et l'autonomie

que procure le voyage solo. Je n'ai pas d'attentes particulières pour mes voyages. Je pars, je découvre, j'apprends et j'apprécie chaque moment. Je me rends compte de ma chance et je suis profondément reconnaissante de pouvoir vivre ces expériences. Chaque voyage me rappelle à quel point notre planète est magnifique et l'importance de la découvrir avant qu'il ne soit trop tard », raconte Aicha.



les plus marquants pour moi se trouve mon périple en Islande, ponctué par l'ascension d'un volcan. Ce jour-là, je me suis lancée dans une randonnée à 20 heures du matin, ne terminant qu'à 3 heures du matin, face à un volcan en pleine éruption. Dans ce moment suspendu dans le temps, j'ai été saisie par la grandeur de la nature qui m'a fait me sentir infiniment petite en comparaison », relate-t-elle avec un enthousiasme communicatif.

Il est indéniable qu'en tant que femme seule, la vigilance est une nécessité constante. Toutefois, elle se dit reconnaissante de n'avoir jamais été confrontée à des situations graves jusqu'à présent, ce qui démontre l'importance de rester toujours sur ses gardes. « Si je dois donner un conseil, c'est qu'il faut parfois oser dans la vie et avoir confiance ! En outre, je soulignerais également l'importance de la confiance en Dieu dans nos vies. Voyager et explorer les créations du monde sont des expériences profondément enrichissantes », souligne-t-elle.

Jamais elle n'aurait imaginé un jour étudier, travailler et voyager en Europe. Aujourd'hui, elle se dit fière d'être la première femme de sa famille à entreprendre des voyages en solo, découvrant des endroits que beaucoup n'ont jamais vus. Elle espère qu'à l'avenir, plus de gens oseront. Pour Aicha, cette expérience d'apprentissage et de croissance personnelle est inestimable !

■ Anouskha Bhugaloo Santuck



La jeune aventurière explique qu'à l'époque, après ses cours à l'université, elle travaillait dans une chaîne de restauration à partir de 17 heures, puis rentrait chez elle pour faire ses devoirs. « Je limitais mes dépenses vestimentaires au strict minimum et mettais de côté chaque centime pour pouvoir partir à la découverte de lieux qui laisseraient une empreinte indélébile sur moi, et contribueraient à mon épanouissement personnel », lance-t-elle.

En Europe, Aicha estime que voyager est relativement accessible. « Je conseillerais à quiconque de constituer une petite réserve d'argent pour les urgences, puis d'économiser une somme dédiée à l'exploration des environs, que ce soit l'île de La Réunion avec ses majestueuses montagnes, ou Madagascar et ses emblématiques baobabs. Chaque voyage réserve son lot de souvenirs inoubliables, et parmi

Democracy Watch Mauritius

Inhabitants of outer islands: Agalega and Chagos

Text: Meeting of the Group *Les Amis d'Agalega* (AMA) on 14th April 24 in Roche-Bois. Examining the huge developments done in Agalega by India (namely the jetty and airport), the group notes that almost nothing of the actions to meet the needs of Agaleans have been implemented. Amongst the proposed actions as part of a comprehensive development package, ESSENTIAL for the inhabitants of Agalega is a fundamental one, namely the re-issue birth certificates to all these children of Agaleans born in Mauritius (Pregnant Agalean women travel to Mauritius to give birth) and which as of now do NOT indicate Agalega as origin. Thereby a deliberate if not 'genocidal' action to gradually reduce the number of Agaleans to zero! Re issue of birth certificates, leading to immediate access to all those, now living in Mauritius, to Agalega as Agaleans.

Comments of DWM: We learn from *L'Express* (of 3rd May 2024, page 13) and from the *Guardian* (UK) that the extracts of birth certificates of Chagossians were modified (by direct order of the Mauritius Government?) TO REMOVE CHAGOS and REPLACE it by MAURITIUS. Thereby denying them their rights of being from Chagossians. And apparently "to make assurance double sure" of that malpractice, the names of their parents ALSO removed from the new birth certificates.

For several actions such as obtaining a new passport, opening a bank account etc, people have to present a birth certificates less than 3 months old, which gives the authorities the occasion to have made these illegal/unethical alterations.

These apparently simple, administrative actions by Mauritius may be to gradually reduce the number of Agaleans and Chagossians to zero!

Law and Order Issue

The Law and Order issue is once again occupying the centre stage in the daily life of the Mauritius population. The accumulation of cases of murder, rapes, thefts, wounds and blows, domestic violence, drug trafficking, white collar crime, gang attacks, etc is more frightening and weighs heavily on the morale of the people.

Democracy Watch, in its earlier bulletins, raised its concern and offered a few solutions, but they fell on deaf ears. One suggestion was to advise the Commissioner of Police to urgently

address the nation and assure the public that remedial measures were effectively envisaged to restore public confidence in our institutions. As it is, the government has its own way of dealing with the situation, leaving everything in the hands of the Prime Minister and the Commissioner of Police. The Prime Minister has, in fact, confirmed in Parliament that he regularly meets the Commissioner of Police to discuss Law and Order. However, the lack of bold and decisive actions has resulted in a growing number of criminal activities all over the island.



What else can we do to prod the Government to act? We can only rely on all our institutions to function in all fairness and transparency and in line with the good governance norms. We can also learn from other countries facing similar Law and Order problems. In the past, *Democracy Watch* mentioned some good governance practices adopted elsewhere as a guide for the government.

We wish to mention two recent cases which may give us food for thought. In India, the Chief Justice recently addressed judges and magistrates of lower courts on bail decisions. He expressed his concern over the increasing number of bail cases brought before the Supreme Court as the lower courts in many cases dragged their feet and did not make timely determination. The Chief Justice asked the magistrates and judges to put aside the pressure that might be exerted by external forces and act independently and WITHOUT FEAR. The wakeup call from the Chief Justice will no doubt be beneficial to the Indian Judiciary. This is an example to follow.

The second case which caught our attention involves a former Prime Minister, Mr Voreqe Bainimarama and Mr Sithiveni Qiliho, a former Commissioner of Police of Fiji. Last week, the former Prime Minister was

found guilty of obstructing the course of justice as he had instructed the former Chief of Police not to investigate allegations of financial mismanagement at the University of South Pacific, one of the top academic institutions of the region. The acting Chief Justice, Mr Satesi Temo, sentenced both accused to one and two years jail, respectively and stressed that anyone, whoever he or she may be, breaking the law should be brought to account. How inspiring!

Can the strict application of the accountability framework help in dealing energetically with our Law and

Order issues? Hope we still have time.

Étranges similitudes entre tirage au sort et expulsions parlementaires

Texte : Assemblée Nationale « *Assirvaden maintient ses allégations quant au trucage du tirage au sort des questions parlementaires. Il est expulsé et suspendu pour six séances* » (Mauricien du 8.5.2024)

Commentaire de *Democracy Watch* : Notre population ne peut s'empêcher de trouver d'étranges similitudes entre le tirage au sort des interpellations parlementaires et les expulsions d'élus du peuple. Ce sont pratiquement toujours les mêmes qui curieusement arrivent en première position. La démocratie exige, peut-être, que tout arbitrage protège davantage le faible, devant affronter l'omnipotence du plus fort, sans s'écarter pour autant des voies de la justice la plus élémentaire. Sommes-nous toujours dans le temple suprême de la démocratie mauricienne ? Peut-on même envisager une discrimination positive en faveur des questions de l'opposition ? La population attend impatiemment les réponses ministérielles à leurs questions qui sont aussi les siennes. On pourrait tout autant diviser le temps alloué aux questions adressées à Pravind Kumar

et à ses ministres, avec une durée plus grande à l'opposition aux dépens de la majorité. Les *backbenchers* disposent d'autres instances partisans pour obtenir les réponses ministérielles désirées.

Évaluation du mandat – Réalisations et manquements

Texte : Steven Obeegadoo : *Pa ziz nou lors cozé... Ziz nou lor sé ki finn fer* (Mauricien du 11.5.2024)

"Any outgoing government will surely list the NUMEROUS REALISATIONS they have achieved during their mandate (in this case that of the MSM in 2019-24). We invite that outgoing government to ALSO undertake a serious evaluation of these 5 years and list the ERRORS/BAD DECISIONS TAKEN. And before coming to the electorate to ask for another 5 years to ADMIT AND CORRECT THESE ERRORS" (DWM, 26.2.24)

Commentaire de *Democracy Watch* : Très juste commentaire du ministre Obeegadoo. Pareille invitation ne se décline pas. Dès aujourd'hui nous invitons les électeurs, observateurs politiques et la presse à passer en revue les faits et gestes du gouvernement MSM de 2019-24. Autant pour lister ses nombreuses réalisations positives QUE pour lister ses manquements et mauvaises décisions, avec évidemment la promesse électorale de ne pas répéter ses erreurs en 2024-2029, si-réélu, et la correction de ces mauvaises décisions avant la fin du présent mandat (par exemple les contrats médicamenteux octroyés à des privilégiés sous couvert de Covid-19, l'arbitre parlementaire devenant le 12^e équipier de l'équipe ministérielle, les avions d'*Air Mauritius* cloués sur le tarmac, la guerre des gangs qui repart de plus belle, les rapports de l'Audit jamais autant snobés, le gaspillage des fonds publics se chiffrant pas milliards, le handling du naufrage du Wakashio, l'accaparement de la MTC, etc...)

Non seulement corriger ses erreurs, mais dans ce mouvement d'ÉVALUATION DES DÉPUTÉS et MINISTRES SORTANTS, de prendre cela en considération en nous proposant une nouvelle assiette de candidats

■ Par DWM Team

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Le Muslim Citizen Council (MCC) écrit au Premier Ministre par rapport à la situation actuelle en Palestine

Le Muslim Citizen Council (MCC) se sent concerné par les événements internationaux qui mettent en péril la paix mondiale. Et c'est ainsi que nous voyons avec inquiétude le génocide qui se trame à Gaza depuis ces derniers huit mois, sous le silence assourdissant des institutions internationales, qui sont censées être les défenseurs des droits de l'homme.

A cet égard, le MCC a envoyé une lettre au Premier ministre lui rappelant que le pays est conscient que le gouvernement de la République de Maurice a toujours exprimé son soutien aux droits du peuple palestinien et à son droit à l'autodétermination. Notre pays a toujours appelé à une résolution pacifique du conflit par le biais de négociations et de dialogue, et a condamné le recours à la violence et à la force excessive par toutes les parties concernées. Maurice a également appelé au respect du droit international et des résolutions de l'ONU dans le traitement du conflit, et a soutenu les efforts visant à trouver une solution juste et durable qui respecte les droits et les aspirations des Israéliens et des Palestiniens. Nous avons grandement apprécié que Maurice ait soutenu l'affaire en cours de l'Afrique du Sud accusant Israël de génocide devant la Cour Internationale de Justice.

Cependant, nous maintenons que l'occupation en cours des territoires palestiniens, la construction de colonies illégales et le blocus de Gaza ont entraîné d'immenses souffrances pour le peuple palestinien. La récente violence à Gaza, qui a entraîné la mort de plusieurs milliers des civils, y compris des femmes, des personnes âgées et surtout des enfants, n'est que le dernier exemple de l'impact dévastateur des politiques israéliennes. Les violations en cours des droits de l'homme et du droit international commises par le gouvernement israélien contre le peuple palestinien sont bien médiatisés, donc ne peuvent être ignorées.

La poursuite de l'occupation des territoires palestiniens, le blocus de Gaza et la discrimination systémique à l'égard des Palestiniens sont des violations claires des droits de l'homme et un non-respect des normes internationales. Tout récemment, Israël a été officiellement ajouté à la liste noire de l'ONU, qui tue des enfants dans les zones de conflit.

En tant que pays qui défend les valeurs de la justice, de l'égalité et des droits de l'homme, il est impératif que le gouvernement de Maurice prenne position contre ces violations flagrantes. En maintenant des relations diplomatiques et commerciales avec Israël, nous tolérons et

soutenons implicitement ces actions meurtrières.

Plusieurs autres pays, le Bahreïn, le Chili, le Honduras, la Colombie, la Turquie, le Tchad, la Jordanie, l'Afrique du Sud, plusieurs pays européens, etc. se sont retirés, ont rappelé leurs ambassadeurs et ont rompu toutes les relations diplomatiques avec Israël, après que la Cour internationale de justice a conclu qu'Israël avait commis des actes qui violent la Convention sur le génocide.

Par conséquent, le MCC a exhorté le Premier Ministre à faire preuve de leadership et de courage moral, et à prendre une position de principe contre les actions du gouvernement israélien. Il est temps que notre pays se tienne du bon côté de l'histoire et démontre notre engagement envers la justice et les droits de l'homme.

Le MCC demande humblement, en tant que gouvernement responsable, de mettre fin immédiatement à toutes les relations diplomatiques et commerciales avec Israël et invite toutes les communautés mauriciennes à se joindre à la solidarité pour défendre fermement les principes de la paix et de justice, dans le respect des droits humains et des lois internationales.

Le Secrétaire
12 juin 2024

The PPP Proposal

Towards a ceasefire now, the rebuilding of Gaza and consolidating an independent Palestinian state.

The dissolution of Hamas (*the Harakat al-Muqawama al-Islamiya*) will go a long way towards agreement with Israel and achieving these ceasefire and independence goals.



The essential of the proposal is to dissolve HAMAS as it is now, perceived variously as a party fighting for the entirely legitimate Palestine state but also, unfortunately, as a terrorist organisation. And the formation of the *Palestine People Party* (PPP) as a purely political party. With as main goals the complete rebuilding of Gaza, the consolidation of the West bank, the organisation of their governance AND achieving the independent Palestinian state, full member of the UN, completely responsible for its own internal affairs, trading and living in peace with its neighbours Egypt, Lebanon, Jordan, Israel.

All members of HAMAS and other smaller organisations fighting in Gaza would join to set up PPP, elect an honorary president (such as Mahmoud Abbas?), a President, Prime Minister and a Council of Ministers. Set up a governmental administration and eventually a uniformed Police Force and Army. Like so many previous political parties fighting for independence, such as in Kenya (KANU formed in 1960), in India (the Indian National Congress was formed in 1885 and led India under Nehru and Gandhi to independence in 1947) and elsewhere, taking power to govern and develop these nascent independent republics.

For the sake of peace, consider, develop and adopt this proposal now,

■ **By Dr Michael ATCHIA**
(mklatchia@intnet.mu)

SOMALP calls on Government to stop the distribution of Nestle products in schools

Solidarite Morisyin Ar Lepep Palestinn (SOMALP) notes with concern the attempt of Nestlé, a multinational food and beverage company that is profiting from the genocide of the Palestinian people, to infiltrate public schools through the free distribution of its products, namely Milo during extra-curricular activities like sports events.

Nestlé is a major stakeholder in Osem, an Israeli food manufacturer operating in Occupied Palestine. With the ongoing genocide and daily massacres carried out by the Israeli army (IDF) in Gaza, we invite all people to avoid Nestle products until the IDF cease all military operations in Occupied Palestine.

In addition, Nestlé has a poor track record when it comes to public health.

In the 1970s, the declining rates of breastfeeding in developing countries was mainly due to the unethical marketing practices of breast milk substitute manufacturers including Nestlé and in April 2024, the Swiss investigative organization, Public Eye, released a report where Nestlé was criticized for adding sugar to infant milk and cereal products sold in many poorer countries while the same products sold in Europe contained no sugar at all.

SOMALP supports the growing international BDS (Boycott Divestment Sanctions) campaign to end all state, corporate and institutional complicity with Israel's apartheid genocidal regime. We call on the Mauritian government to stop the distribution of Nestle products in schools.

SOMALP further reiterates its call on the government of the Republic of Mauritius to stop all business dealings with the Israel's state-owned water company, Mekorot, which is implementing 'water apartheid' in Palestine.

SOMALP also reiterates its call on the government of Mauritius to cut all diplomatic ties with Israel and to support South Africa in its ICJ case against Israel.

The scale of murder, destruction and suffering in Palestine is unbearable and, by all means, this must be stopped. Companies which, either directly or indirectly, are complicit or profiting from this state of affairs should be called out. Let us all do our part to end this genocide.

13 June 2024

SOMALP

Regroups: Mauritius Labour Congress (MLC), Confédération des Travailleurs des Secteurs Publique et Privé (CTSPP), All Workers' Federation (AWF), Federation of Parastatal Bodies and Other Union (FPBOU), Confederation of General Trade Unions (CGTU), Dr. Idrice Goomany Treatment Centre, Consumer Advocacy Platform (CAP), Association des Consommateurs de l'Ile Maurice (ACIM), Chagos Refugees Group (CRG), Muvman Liberasyon Fam (MLF), LALIT and individual members.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Rethinking relationship, fidelity and purity

The Impact of Technology

The state of relationship, fidelity and purity within the family circles are not the same as it was few decades back. Digitalisation has influenced relationship dynamics. Advancements in technology have undeniably shaped our lives, including our love and relationship dynamics. The rise of social media, DatingApps, and online communities has created new opportunities for connection and exploration. These platforms have facilitated the formation of relationships that transcend geographical boundaries and allow individuals to connect with likeminded people who share their values and interests.

Technology has also made it easier to navigate non-traditional relationship structures. Online platforms and forums provide support and resources for those seeking alternative relationship models, helping to dispel the stigma and misconceptions surrounding these arrangements.

While technology has undoubtedly opened doors for greater exploration and connection, it has also introduced unique challenges. The ease of communication and access to potential partners led to increased temptation and potential conflicts within relationships. Trust and communication become even more crucial in the digital age, as partners navigate boundaries and establish guidelines to ensure the emotional wellbeing of all parties involved.

Hence, in this rapid technologically developed society, the ideals of sexual fidelity and purity are also being redefined and questioned like never before. The revolution of love and relationships is challenging the conventional notions of monogamy and sexual exclusivity. As people become more open-minded and progressive, the traditional concept of fidelity is being replaced by a broader understanding of emotional connection and commitment.

However, as societies have evolved, so have our perspectives on love and relationships. The revolution of love and relationships challenges the traditional views on sexual fidelity and purity. This shift has reshaped our society and influenced our perception of what constitutes a healthy and fulfilling relationship.

Evolving Definitions

In the past, love was often seen as a static and unchanging emotion, requiring absolute devotion and exclusivity. However, modern society recognises that love is a complex and multifaceted experience that can take many forms. Today, individuals are more aware of their own needs and desires and increasingly prioritise personal happiness and fulfilment within their relationships. This shift in focus has led to reevaluating traditional relationship structures as people seek out arrangements that better align with their identities and aspirations.

Furthermore, changing gender roles and the world-wide promotion of LGBT have played a significant role in redefining love and relationships. As gender equality continues to gain traction, women and men are challenging traditional gender norms and roles within relationships. This newfound freedom allows individuals to explore various relationship models that better suit their desires, whether it be non-monogamy, polyamory, or other alternative arrangements.

Open Relationships

Open relationships, often referred to as consensual non-monogamy, have become increasingly prevalent in today's society. This relationship model challenges the traditional notions of sexual exclusivity and allows partners to engage in sexual and emotional connections outside of their primary relationship.

The concept of open relationships is built on the foundation of trust, transparency, and mutual

consent. Partners set clear boundaries and guidelines, ensuring that all parties involved are comfortable and aware of the arrangement. This model acknowledges that humans are capable of developing multiple emotional and sexual connections, and that these connections can coexist and enhance the primary partnership.

Polyamory

Polyamory is another non-traditional relationship model that challenges the ideals of sexual fidelity and purity. Unlike open relationships, which primarily focus on sexual connections outside of the primary partnership, polyamory allows individuals to form multiple emotional and romantic connections simultaneously.

Polyamorous relationships challenge the societal expectation that love should be exclusive and monogamous. Instead, they embrace the idea that individuals are capable of loving and forming meaningful connections with multiple partners, as long as all parties involved provide informed consent and actively participate in the relationship dynamics.

The Path to Acceptance

Society's attitudes towards love and relationships have seen significant shifts in recent years. The revolution of love and relationships has prompted more open-mindedness, acceptance, and understanding of non-traditional relationship models.



Par Bashir Nuckchady

As conversations surrounding love and relationships become more inclusive and diverse, stigmas surrounding non-traditional partnerships are slowly eroding. People are challenging societal norms and advocating for the freedom to love and connect with others in ways that bring them joy and fulfilment.

The Religious perspective

As with any significant societal shift, non-traditional relationships face lots of criticism and challenge. These relationship models undermine the sanctity of committed partnerships and lead to increased jealousy, emotional distress and Gender Based Violence (GBV). The acceptance of the non-traditional relationship models has given rise to innumerable related issues, namely, the rise of divorce rate, increase in immoral free-cohabitation, increase of sexual activities among the youth, unintended and early pregnancies, increase in abortion rate, decrease of marriages and more importantly the spread of Sexual Transmitted Infections.

Throughout history, societies have placed great importance on sexual fidelity and purity within relationships. These ideals are rooted in religious, cultural, and societal norms, forming the foundation of monogamous relationships. The belief that a committed partnership should involve sexual exclusivity served as a way to ensure stability, prevent the spread of diseases, and maintain social order. Marriage, considered a sacred institution in all religions, is intended to be a source of tranquility and peace for spouses.

If we want really a healthy society, we all need to make great efforts in making our younger generation understand the reality of married life; we have to establish institutions where the youngsters can be educated about the consequences of married life. As parents and guardians, we have to educate the youngsters who are super excited about getting married and make sure their marriages last forever. We, as a society have to come together to encourage and establish pre-marriage counseling and coaching centres in the various parts of our country. By so doing, we will have better and happier marriages resulting in forming a better society.



Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Hajj Departure in Mauritius

Our old 'miajees', who were 'sixieme fail', and who were neither Hafiz-ul-Quran nor had doctorates in Arabic, used to play a game of 'boojhowna' [jeu de mots]. One which I vividly remember is this one: If you want to go to Jannat, your best course is to steal and eat Haram. Translation: to steal is to pray secretly when you are watched by nobody, like praying Tahajjud, when no one can see your ibadat. This is in line with the hadith that your left hand should not know that your right hand is giving to charity. To eat Haram is to swallow your anger, which itself is Haram and is the root cause of multiple undesirable actions.



vacant in Plaisance and some cars have to be parked outside the parking lot.

Before their departure prospective pilgrims are treated to lavish dinners and expect same on their return with the title of Hajee added to their names. Some would send WhatsApp pics while they are performing Tawaf or happen to be in precincts like Muzdalifa, Mina and Arafat. Complaints on return would include the quality of food, the delays during their travel or the lack of consideration on the part of the organisers. So, our newspapers cover Muslim pilgrimage to and back from Mecca during four weeks.

With the advent of modern travel and opening of institutions of higher learning in Muslim countries, we have witnessed a growth in the number of Maulanas, Qaris, Hafiz, Muftis and Sheikhs. Mauritian Muslims, as we know, are exposed to learned Jummah talks; social media also adds its own contributions towards the enlightenment of the Ummah. Their stand on the "savage" rodeo shows of youths accompanying qurbani animals on noisy motorbikes and gave a blow to the image of Islam have ceased.



The scene at the airport is an ocean of white clothes, with many competing to have pictures of the event published in the press, each telling in detail the history of their sacrifices and struggles to save for this great venture as if seeking a nod of approval from the readers. Our "old school miajees" would have described this type of departure with multiple photos from cameras capturing the pious faces of our would-be Hajees as the height of [dekhawa] show-off.

I know I am not being "kind" and I am offending many. But I share Thomas Paine's wisdom that those who do not offend cannot be honest. I am sure Allah will be on the side of our old preachers after all.

Paradoxically, practices which most Muslims regard as 'unislamic' have not disappeared in spite of all the efforts by our learned community. Take for

instance the travel to Mecca. The scene at our airport on the departure day of our prospective Hajees can be likened to a

tamasha. Each pilgrim is accompanied by a dozen or so of close relatives so much so that no parking space is left

■ By Dawood Aulear

La tolérance dans l'Islam

Le Coran donne cinq directives aux musulmans pour développer notre tolérance et notre compréhension envers les autres religions.

La dignité de chacun doit être respectée, quelle que soit sa religion, sa race, son origine ethnique, son genre ou son statut social (Coran, 17 : 70). Puisque nous sommes tous créés par Dieu Tout-Puissant, Créateur de toutes choses, nous devons faire preuve de respect et de bienveillance envers les autres et agir avec honneur.

L'Islam nous enseigne que c'est la volonté de Dieu si l'humain qu'Il a créé croit en différentes religions, ou en aucune religion, l'athéisme lui-même étant considéré comme une religion ou un système de croyance (Coran, 10 : 99). Mais Dieu Tout-Puissant est mécontent lorsque certains humains choisissent de ne croire en rien. (Coran, 39 : 7)

D'après le Coran, la liberté de religion est très clairement un droit conféré par Dieu. (Coran, 2 : 256)

Le sort de l'humanité toute entière repose entre les mains de Dieu, le Tout-

Puissant, son Créateur, vers qui nous retournerons tous. (Coran, 22 : 68-69 et 42 : 15)

Dieu aime la justice et ceux qui tentent de l'appliquer, en particulier envers ceux qui sont différents de quelque manière que ce soit, y compris concernant les croyances religieuses. (Coran, 5 : 8 et 60 : 8).

L'Islam compte sept piliers de la foi. Ces principes de base définissent le mode de vie des musulmans.

1. Croire en l'Unicité de Dieu

Il n'existe qu'un seul Dieu, Suprême et Éternel, Créateur et Pourvoyeur, Miséricordieux et Compatissant. Dieu n'a ni père, ni mère. Il n'a ni fils, ni filles. Dieu n'est le père d'aucun enfant, et il n'a pas non plus de père. Dieu n'a aucun égal. Il est le Dieu de l'humanité toute entière, et non pas d'une tribu, d'une race ou d'un groupe de personnes en particulier. Il est le Dieu de toutes les races et de toutes les couleurs, des croyants tout comme des non-croyants. Dieu est Puissant et Suprême, mais Il est également proche des croyants pieux

et attentifs, qu'Il aide et dont Il exauce les prières. Dieu nous demande de Le connaître, de L'aimer et d'appliquer Sa Loi, dans notre propre intérêt et pour notre salut.

2. Croire aux Anges de Dieu

Les Anges sont des êtres purs et spirituellement obéissants, créés par Dieu pour exécuter Ses ordres et Le vénérer inlassablement.

3. Croire aux Révélations (Livres) de Dieu

Les musulmans croient aux Révélations envoyées par Dieu Tout-Puissant à ses Prophètes et Messagers, y compris le Coran, la Torah, le Gospel, les Feuilles d'Abraham et les Psaumes de David.

4. Croire aux Prophètes de Dieu

Tous les Messagers et les Prophètes de Dieu, comme Noé, Moïse, Salomon, Jésus et Muhammad, étaient des mortels à qui Dieu a confié ses Révélations Divines, et qu'Il a élus pour enseigner à l'humanité comment se soumettre à Sa volonté et obéir à Ses Lois.

5. Croire au Jour du jugement

Les musulmans croient en la venue d'un Jour du jugement, et ils croient également au Paradis et à l'Enfer.

6. Croire au destin (Qadr)

Selon l'Islam, Dieu Tout-Puissant contrôle et connaît l'existence de tout ce qui existe dans le temps et dans l'espace.

7. Croire en la résurrection après la mort

Après la fin du monde, les musulmans croient que tous ceux qui sont morts seront ramenés à la vie (ou ressuscités) afin que chacun d'entre eux puisse faire face au Jugement qui leur sera rendu par Dieu.

Par Ahad RAMJAUN

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Paulo Fonseca est de retour en Serie A: trois ans après avoir quitté l'AS Rome, le technicien portugais qui a dirigé Lille pendant deux saisons a été nommé jeudi aux commandes de l'AC Milan.

«Le nouvel entraîneur du Milan sera Paulo Fonseca», a annoncé Zlatan Ibrahimovic, représentant du propriétaire du club vice-champion d'Italie 2024, lors d'une conférence de presse.

«Nous avons étudié avec beaucoup d'attention ce qu'il faisait, comment il préparait ses matches, nous voulons qu'il apporte son identité de jeu, son style offensif à notre équipe, à nos joueurs, après cinq ans nous voulions quelque chose de neuf avec tout le respect que l'on a pour Stefano Pioli», a expliqué l'ex-attaquant suédois.

Fonseca, 51 ans, succède à Stefano Pioli, remercié à l'issue du Championnat d'Italie 2023-24 après cinq saisons.

Le club lombard, qui a également enregistré le départ de son meilleur buteur, le Français Olivier Giroud, parti au Los Angeles FC, sort d'une saison

Paulo Fonseca de retour en Italie, à l'AC Milan



sans trophée.

Le Milan, dont le 19e titre de champion remonte à 2022, a été éliminé de la Ligue des champions dès la phase de groupes en terminant troisième, derrière Dortmund et le Paris SG.

Il a sombré en avril, avec une élimination en quarts de finale de Ligue Europa face à la Roma après deux défaites (1-0 à San Siro et 2-1 au Stade olympique) et un revers dans le derby face à l'Inter (2-1), synonyme de 20e sacre pour son grand rival.

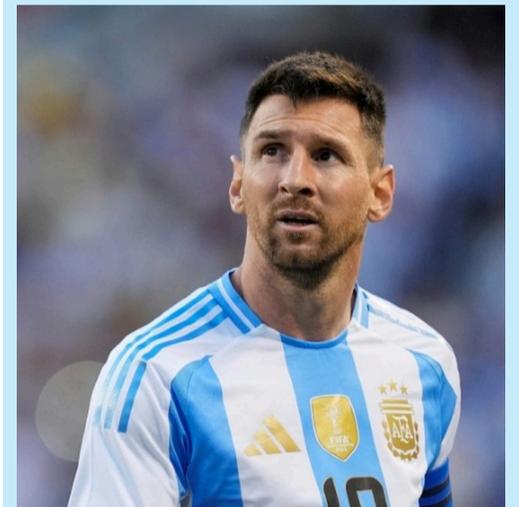
Fonseca va devoir convaincre les tifosi milanais qui espéraient un entraîneur d'un plus grand standing: s'il a remporté trois titres de champion d'Ukraine avec le Shakhtar Donetsk entre 2016 et 2019, il court depuis après un trophée, que ce soit avec l'AS Rome (5e, puis 7e de Serie A) et Lille (5e, puis 4e de Ligue 1).

Le Portugais avait quitté le 5 juin le club du nord de la France où il était en fin de contrat après l'avoir qualifié pour les barrages de la prochaine Ligue des champions (4e).

Lionel Messi confirme qu'il ne participera pas aux Jeux de Paris

La superstar argentine Lionel Messi a confirmé dans un entretien à la chaîne américaine ESPN qu'il ne tenterait pas de remporter une deuxième médaille d'or avec la sélection argentine de football aux Jeux olympiques de Paris cet été.

«J'ai parlé avec (le sélectionneur des Espoirs argentins Javier) Mascherano, et nous sommes tout de suite tombés d'accord sur la situation», a-t-il déclaré dans cet entretien diffusé mercredi.



«C'est un moment difficile, parce qu'il y a la Copa America, et que ça me ferait deux ou trois mois consécutifs loin de mon club (de Miami, ndlr). A mon âge, je ne veux pas tout jouer, et il me faut faire les bons choix», a poursuivi l'ancienne vedette du FC Barcelone et du Paris SG.

Messi, qui fêtera ses 37 ans le 24 juin, est attendu avec l'Argentine tenante du titre comme la grande star de la Copa America, qui se déroulera du 20 juin au 14 juillet aux Etats-Unis, quelques semaines à peine avant le début des Jeux olympiques (26 juillet-11 août).

Lionel Messi faisait partie de l'équipe d'Argentine sacrée championne olympique en 2008.

Et s'il ne sera pas cette année de la fête olympique, il n'a pas fermé la porte à une participation au prochain Mondial, organisé en 2026 entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Il deviendrait alors le joueur ayant pris part au plus grand nombre d'éditions de la compétition (6).

«C'est super d'avoir des records et de continuer à réaliser des choses, mais je ne participerai pas à un Mondial juste pour dire que j'en ai fait six», a toutefois insisté Messi. «Si je me sens bien et que tout est en place pour que j'y sois, parfait, mais je n'irai pas juste pour y aller».

«Mais c'est très difficile d'imaginer ce qui peut se passer, parce que c'est encore dans deux ans. Je n'ai pas besoin de m'engager dès maintenant à dire si oui ou non j'y serai», a-t-il conclu.

Thiago Motta entre dans une nouvelle dimension à la Juventus

L'irrésistible ascension de Thiago Motta s'est accélérée: l'ancien défenseur brésilo-italien du Paris SG est devenu mercredi à 41 ans entraîneur de la Juventus Turin.

Annoncée depuis plusieurs semaines par la presse italienne, l'arrivée de Motta à la Juve a été officialisée par un bref communiqué.

«C'est officiel, le prochain entraîneur de la Juventus sera Thiago Motta. Le technicien italo-brésilien s'est engagé avec la Juventus jusqu'au 30 juin 2027», a indiqué le club le plus titré du football italien.

«Je suis vraiment très heureux de commencer une nouvelle expérience aux commandes d'un grand club comme la Juventus», a commenté dans ce communiqué Motta qui, selon la presse italienne, émargera à un salaire annuel de 3,5 millions d'euros.

Motta a fait des miracles aux commandes de Bologne, son club depuis 2022, qu'il a conduit à la 5e place de la Serie A et qualifié pour la première fois de son histoire en Ligue des champions.

L'ancien international italien, vice-champion d'Europe 2012 avec la Nazionale, quintuple champion de France avec le Paris SG et double vainqueur de la Ligue des champions avec Barcelone et l'Inter, est partisan d'un football offensif, inspiré par Gian Piero Gasperini, son ancien entraîneur au Genoa qui vient de remporter la Ligue Europa avec l'Atalanta.

La Juve sera son quatrième club comme



entraîneur après le Genoa (2019), où il ne sera resté que trois mois avant d'être licencié avec un bilan d'une seule victoire en dix matches, La Spezia (2021-22) et Bologne où son contrat expirait fin juin.

Six ans après avoir mis un terme à sa carrière de joueur et fait ses premiers pas d'entraîneur à la tête des moins de 19 ans du Paris SG, il se retrouve aux commandes d'une institution du football européen.

Mais si elle a terminé 3e du Championnat d'Italie 2023-24, loin derrière l'Inter Milan, à 23 points, et a remporté sa 15e Coupe d'Italie, la Juve a vécu une saison compliquée et n'en a pas fini avec les problèmes extra-sportifs.

Sa fin de saison a été pénible avec seulement trois victoires lors de ses 17 derniers matches de championnat, alors qu'elle était sur les talons de l'Inter début 2024.

Même son succès en Coupe d'Italie face à l'Atalanta a été relégué au second plan par les coups de sang de Massimiliano Allegri qui s'en pris tour

à tour aux arbitres de la finale, à un de ses dirigeants et le patron d'un journal sportif, ce qui lui a valu d'être licencié deux jours après.

La Juve, privée de compétitions européennes en 2023-24 à cause d'un retentissant scandale comptable, reste malgré le soutien indéfectible de ses propriétaires, la famille Agnelli, fragile sur le plan économique, avec des pertes de 123,7 millions d'euros lors de l'exercice 2022-23.

Cela ne devrait pas empêcher la «Vieille Dame» d'être active sur le marché des transferts, en se concentrant sur des jeunes joueurs, loin de sa dispendieuse politique des années passées qui lui avait permis de recruter, pas toujours à bon escient, Cristiano Ronaldo, Matthijs de Ligt ou Dusan Vlahovic.

Elle a déjà séduit le gardien de but de Monza Michele Di Gregorio qui pourrait devenir titulaire dès cette saison, si Wojciech Szczesny cède aux sirènes saoudiennes.

Elle vise aussi le milieu brésilien d'Aston Villa Douglas Luiz, l'attaquant anglais Mason Greenwood, dans une impasse à Manchester United, les Italiens Domenico Berardi, dont le club, Sassuolo, a été relégué en 2e division, et Riccardo Calafiori, révélé à Bologne par Thiago Motta.

Enfin, la Juve espère prolonger le contrat d'Adrien Rabiot, devenu l'un de ses cadres. Son passé commun au PSG avec Thiago Motta pourrait l'amener à repousser les avances de plusieurs cadors anglais.

Finaliste malheureux de la Ligue des champions contre le Real Madrid, Edin Terzic a décidé de quitter son poste d'entraîneur du Borussia Dortmund, a-t-il annoncé jeudi dans un communiqué du club de la Ruhr.

«Chers supporters du Borussia, même si ça me fait extrêmement mal, je souhaite vous dire aujourd'hui que j'ai décidé de quitter le BVB. Ça a été un immense honneur de diriger ce grand club vers la victoire en Coupe d'Allemagne et récemment en finale de la Ligue des champions», a déclaré Terzic.

Selon la presse allemande, l'adjoint de Terzic depuis janvier Nuri Sahin est pressenti pour lui succéder sur le banc.

«J'ai demandé directement après la finale de la Ligue des champions un entretien avec la direction, car j'avais le sentiment (...) que le nouveau départ à venir devait se faire avec une nouvelle personne sur le banc», a ajouté le technicien.

Après un premier intérim passé sur le banc de Dortmund lors de la seconde partie de saison 2020/21, couronné d'un triomphe en finale de la Coupe d'Allemagne contre le RB Leipzig, Terzic a ensuite pris les commandes



Terzic quitte son poste d'entraîneur du Borussia Dortmund

de l'équipe à l'été 2022.

Sous ses ordres, le BVB a fini deuxième de la Bundesliga à l'issue d'une saison 2022/23 complètement folle, cédant à la différence de buts le titre de champion d'Allemagne à la 88e minute de la dernière journée du championnat au Bayern Munich, vainqueur de Cologne (2-1) quand Dortmund n'a pu faire que match nul contre Mayence.

Le club a en revanche manqué sa saison 2023-2024 de Bundesliga, ne

terminant que 5e du championnat avec 27 points de retard sur le Bayer Leverkusen. Mais il a atteint la finale de la Ligue des champions, en éliminant l'Atlético Madrid en quarts de finale, le Paris SG en demi-finales et échouant en finale contre le Real Madrid (2-0) à Wembley le 1er juin.

Après le début de saison raté, Terzic avait sauvé sa place sur le banc du Borussia peu avant Noël. La direction de Dortmund avait alors nommé comme adjoints Sahin et Sven Bender pour la seconde partie de saison.

Emre Can remplace Pavlovic et disputera l'Euro avec l'Allemagne



La Fédération allemande de football a confirmé qu'Emre Can a été convoqué pour le Championnat d'Europe car Aleksandar Pavlovic souffre d'une amygdalite.

Le milieu de terrain allemand Aleksandar Pavlovic, atteint d'une amygdalite, manquera l'Euro avec l'Allemagne et sera remplacé par Emre Can, du Borussia Dortmund, a confirmé mardi la Fédération allemande de football lors d'une conférence de presse.

«Nous souhaitons à Pavlovic un prompt rétablissement. Malheureusement, il ne rejoindra pas l'équipe. L'encadrement a décidé de procéder à une nomination de dernière minute : Julian Nagelsmann a décidé qu'Emre Can le remplacerait», a déclaré Franziska Wülle, l'attachée de presse de l'équipe nationale allemande.

Pavlovic, 20 ans, star prometteuse du Bayern Munich, souffrait d'une infection de la gorge depuis plusieurs jours et Nagelsmann a finalement décidé d'écarter le joueur d'origine serbe du groupe.

Emre Can, qui réalise une bonne saison avec Dortmund, a été choisi pour remplacer un joueur qui a fait ses débuts avec l'Allemagne lors d'un match amical contre l'Ukraine il y a un peu plus d'une semaine.



La star australienne Sam Kerr prolonge son contrat de deux ans à Chelsea

L'attaquante internationale australienne Sam Kerr, deuxième du Ballon d'Or 2023, a prolongé son contrat, qui était sur le point d'expirer, de deux ans avec Chelsea, a annoncé jeudi le club londonien, champion d'Angleterre.

L'internationale et capitaine de l'équipe d'Australie, dont elle est la meilleure buteuse, a marqué 99 buts en 128 matches depuis son arrivée à

Chelsea en 2019, en provenance des Chicago Red Stars.

Kerr, âgée de 30 ans, a remporté avec les Blues cinq titres nationaux, deux Coupes d'Angleterre deux Coupes de la Ligue anglaise, le trophée de meilleure buteuse du championnat à deux reprises.

«Sam est une leader et l'une des meilleures attaquantes et buteuses au monde. Elle a joué un rôle très

important dans notre réussite, et nous avons hâte de l'accueillir de retour de blessure la saison prochaine», s'est réjoui Paul Green, directeur général de l'équipe féminine de Chelsea.

Sam Kerr est en effet actuellement en rééducation après avoir été opérée du ligament croisé antérieur en janvier, et ne participera pas aux Jeux olympiques à Paris cet été.

Suite à la confirmation qu'Erik ten Hag continuera à diriger Manchester United la saison prochaine, le club sous l'égide d'INEOS a accéléré les pourparlers pour que l'entraîneur néerlandais renouvelle son contrat.

La saison dernière, personne n'a douté qu'Erik ten Hag était l'homme de la situation pour diriger Manchester United. Il les a ramenés en Ligue des champions et leur a assuré l'une des premières places de la Premier League en recrutant des joueurs talentueux et prometteurs comme Marcus Rashford. Malheureusement pour les supporters mancunien, la saison suivante, celle qui vient de s'achever, a été marquée par une baisse de forme difficilement contestable.

Les Red Devils terminent huitièmes du championnat anglais et sauvent l'honneur en battant le City de Pep Guardiola en FA Cup, s'assurant ainsi un ticket pour la deuxième compétition européenne pour la campagne 2024/25. Ce revirement de dernière minute semble avoir donné à INEOS une nouvelle



perspective sur son banc de touche, et l'entreprise fera encore plus confiance au tacticien néerlandais qu'auparavant.

Après la confirmation du maintien de l'ancien entraîneur de l'Ajax à la tête du club mancunien la saison prochaine, Fabrizio Romano affirme que les dirigeants du Théâtre des Rêves sont en pourparlers avec les agents de l'ancien joueur de l'Ajax pour le renouveler alors qu'il est déjà sous contrat jusqu'au 30 juin 2025.

Bien que l'analyse la plus gentille d'Erik ten Hag puisse se concentrer sur le fait que Manchester United a confiance en lui, les rapports du marché ne sont pas aussi gentils. Il y a quelques jours, le journaliste italien mentionné dans le paragraphe précédent a rapporté que Thomas Tuchel avait rejeté une offre. Dans ces conditions, la possible prolongation du contrat de son homologue change de ton et passe de la foi à l'absence d'un accord ferme.

City met la pression au Barça pour Cancelo



Manchester City est prêt à transférer Joao Cancelo au Barça. Le Barça préférerait toutefois un nouveau prêt, selon Mundo Deportivo. Les deux clubs sont en contact et espèrent trouver un terrain d'entente rapidement.

Joao Cancelo a passé la dernière saison en prêt au FC Barcelone. Le club catalan souhaite qu'il reste dans l'équipe de Hansi Flick pour la saison 2024-25 et le conseil d'administration y travaille.

Mundo Deportivo affirme que le Barça est déjà entré en contact

avec Manchester City pour discuter de la situation du latéral droit. Il veut rester au Camp Nou et le club anglais serait prêt à lui faciliter la tâche.

Cancelo n'a pas sa place à l'Etihad Stadium et le club espère donc régler son avenir rapidement. L'intention de City est que Barcelone prenne en charge son transfert. C'est ce que l'institution a déclaré à Jorge Mendes, le représentant du défenseur.

City aurait dit à l'agent qu'il y avait plusieurs offres sur la table

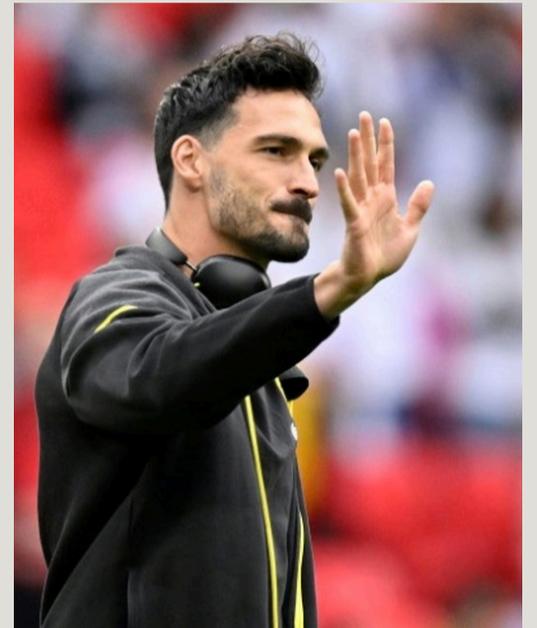
pour Cancelo. Cette stratégie vise à mettre la pression sur le club espagnol pour qu'il prenne une décision le plus rapidement possible.

Quoi qu'il en soit, le Barça et City sont déjà en pourparlers pour clarifier l'avenir du Portugais. En attendant, Cancelo croise les doigts et espère que les deux parties parviendront à un accord qui lui permettra de poursuivre sa carrière à Barcelone.

Mats Hummels quitte le Borussia Dortmund

Le défenseur Mats Hummels, champion du monde avec l'Allemagne en 2014, a annoncé vendredi son départ du Borussia Dortmund après plus de 13 ans de présence au club allemand.

«Chers fans, mon séjour en noir et jaune touche à sa fin après un total de plus de 13 ans. C'était un grand honneur et une grande joie pour moi d'avoir joué pour le BVB pendant si longtemps», a déclaré Hummels, cité dans le communiqué du club.



Le directeur sportif de Dortmund, Sebastian Kehl, qui a joué aux côtés d'Hummels au club, a déclaré que le BVB perdait «sans aucun doute une personnalité exceptionnelle», qualifiant le défenseur de «l'un des derniers de son espèce dans le football».

«Au cours de sa carrière, Mats a non seulement façonné le BVB, mais il a également élevé le niveau de jeu des défenseurs centraux dans le monde entier. Il a gagné des titres avec nous, notamment le premier doublé de l'histoire de notre club», a-t-il poursuivi.

Au cours de ses deux passages à Dortmund, entrecoupés par trois saisons au Bayern Munich entre 2016 et 2019, le joueur de 35 ans a remporté deux championnats et deux Coupes d'Allemagne, tout en atteignant la finale de la Ligue des champions en 2013 et en 2024, cette dernière édition l'ayant même vu être nommé dans l'équipe de la saison de l'UEFA.

Le champion du monde 2014 a déclaré qu'il continuerait à jouer, préférant un transfert vers un autre club en Allemagne ou ailleurs en Europe pour rester proche de son fils, qui vit à Munich.

Selon les médias allemands, il a notamment suscité l'intérêt de l'AC Milan.

Le départ de Hummels intervient un jour après que l'entraîneur de Dortmund Edin Terzic a annoncé, à la surprise générale, qu'il quittait le club, deux semaines seulement après l'avoir emmené en finale de la Ligue des champions.

Autre vétéran de Dortmund, l'attaquant Marco Reus a lui aussi annoncé quitter le club à l'issue de cette saison.

EURO 2024

Duel intense : l'Angleterre affronte la Serbie



Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à l'Arena de Schalke (Gelsenkirchen), sera donné le dimanche 16 juin 2024 à 23h. C'est la première fois que ces deux équipes vont s'affronter.

Suite à sa victoire 0-3 en Matches amicaux internationaux contre la Suède, le Serbie veut enchaîner un nouveau succès lors de cette rencontre. Du côté du Serbie, les joueurs ayant réussi à envoyer le ballon au fond des filets sont Sergej Milinković-Savić (18'), Aleksandar Mitrović (60') et Dušan Tadić (70'). Au cours de ses 6 derniers duels, le Serbie, sous la direction de Dragan Stojković, a trouvé le cadre 7 fois au total, ce qui fait une moyenne de 1.17 buts par rencontre.

Suite à son dernier échec face à l'Islande en Matches amicaux internationaux, l'Angleterre tentera de repartir avec un meilleur résultat cette fois-ci. Jón Dagur Þorsteinsson (12') a marqué pour l'Islande.

Lors de ses 6 matchs les plus récents, l'Angleterre, sous la direction de Gareth Southgate, a trouvé le chemin des filets à 8 reprises, ce qui représente une moyenne de 1.33 buts par match.



Nuri Sahin remplace Terzic à la tête de Dortmund

Le Borussia Dortmund a annoncé vendredi après-midi la nomination de Nuri Sahin au poste d'entraîneur principal du club allemand. L'ancien joueur ottoman, qui a évolué au sein du club et a été l'assistant d'Edin Terzic, entame sa deuxième expérience en tant qu'entraîneur après Antalyaspor en Turquie.

Une nouvelle ère s'ouvre au Borussia Dortmund. Le club allemand, battu en finale de la Ligue des champions par le Real Madrid, a mis près de 24 heures à annoncer le départ

d'Edin Terzic et le recrutement de Nuri Sahin, qui était jusqu'à présent le bras droit de l'ancien entraîneur.

«Nuri Sahin devient le nouvel entraîneur du BVB. Le joueur de 35 ans, qui a fait 274 apparitions pour les 'Noirs et Blancs', recevra un contrat valable jusqu'au 30 juin 2027», peut-on lire dans le communiqué du club allemand.

L'ancien joueur ottoman réalise ainsi l'un de ses souhaits après trois passages au club (2005-2007, 2008-2011 et 2012-2018). En outre, comme

indiqué précédemment, le natif de Lüdenscheid était l'adjoint d'Edin Terzic depuis la fin de l'année dernière.

Sahin se voit offrir une opportunité unique de diriger le Borussia, même s'il ne s'agit pas de sa première expérience sur le banc de touche en tant qu'entraîneur de l'équipe première. Il a fait ses débuts en tant qu'entraîneur au sein du club turc d'Antalyaspor, qu'il a dirigé de 2021 à 2023. Il a dirigé 94 matches officiels, avec un bilan de 38 victoires, 24 nuls et 31 défaites.

